



## Consultation 2020 sur la politique municipale LGBTIQ+

---

# Résumé synthétique

### A. Contexte, objectifs et modalités de la consultation menée par la Ville de Lausanne

Suite à des interventions parlementaires au Conseil communal dans ce domaine, la Municipalité s'est engagée dans le Rapport-préavis N° 2019/26 à construire une politique municipale transversale visant à lutter contre les discriminations visant les personnes LGBTIQ+. Pour guider cette démarche, dont elle a confié la coordination à l'Observatoire de la sécurité, la Municipalité a pris trois engagements forts :

1. La Ville s'engage pour que chacun-e puisse vivre et affirmer son identité et expression de genre, son orientation sexuelle en toute liberté et en toute sécurité;
2. La Ville s'engage à délivrer des prestations inclusives et non discriminantes à l'égard des personnes LGBTIQ+ au travers de l'administration communale;
3. La Ville s'engage à mener une politique du personnel inclusive et non discriminante pour les personnes LGBTIQ+.

Pour en discuter avec son personnel, différents partenaires publics, parapublics et privés, les associations et les personnes intéressées, une soirée de conférences-débat a été organisée le 12 février 2020. Suite à cela, un processus de consultation large a été lancé à l'été 2020 sur les actions déjà entreprises, les besoins à combler et les propositions concrètes. Etaient invités à participer à cette consultation :

- L'administration communale via les responsables de service et l'ensemble du personnel ;
- Les partenaires publics, parapublics et privés indiqués ;
- Les partis politiques représentés au Conseil communal via les chef-fes de groupe ;
- Les associations ou autres acteurs non étatiques LGBTIQ+ actifs à Lausanne ;
- Toute personne intéressée en faisant la demande.

C'est ainsi l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la Ville de Lausanne et plus d'une centaine d'organisations qui ont été sollicitées dans ce cadre entre le 26 juin et le 31 août 2020.

### B. Résultats de la consultation

#### B.1 Services de l'administration communale lausannoise

Selon les retours des responsables des services communaux, la composante LGBTIQ+ de situations ou problématiques s'est posée dans l'activité d'une quinzaine d'entre eux, que ce soit en tant que responsable hiérarchique pour leurs équipes ou au travers des prestations qu'ils délivrent. Plusieurs services en contact avec des bénéficiaires ainsi que le Service du personnel ont notamment été amenés à thématiser ces enjeux et à prendre des mesures spécifiques pour une meilleure inclusivité de leurs activités. Toutefois, la prise en compte des enjeux LGBTIQ+ apparaît assez différente selon les services. Ainsi, à l'heure

actuelle, il n'y a pas de systématisation de processus ou de bonnes pratiques existantes dans ce domaine au sein de l'administration. De ce point de vue, les responsables des services communaux ont exprimé des besoins concernant la communication inclusive, ainsi qu'en termes de sensibilisation du personnel. Un cadre administratif intégrant ces enjeux LGBTIQ+ de manière exhaustive et systématique au sein de l'administration communale est également souhaité.

À noter toutefois que des chef-fes de service ont estimé qu'ils-elles n'avaient pas besoin de thématiser ces questions du fait de la nature de

leurs activités (techniques par exemple). Pour certain-es de ces responsables, la composante LGBTIQ+ de l'identité d'une personne de l'équipe ou des bénéficiaires relèverait de la

sphère privée et n'entrerait pas en considération dans le cadre professionnel, à moins qu'une problématique particulière se pose (par ex. un conflit).

### **B.2 Personnel de l'administration communale lausannoise**

La participation au sondage anonyme organisé pour le personnel de l'administration communale a été importante. Les résultats du sondage, tout comme les commentaires apportés, témoignent de la part des répondant-es d'une forte volonté d'inclusion des personnes LGBTIQ+ et de leurs proches au sein du personnel, que ce soit au sein de l'administration communale elle-même ou au travers des prestations à la population. Néanmoins, tout comme une partie des responsables des services communaux, une partie du personnel estime que la dimension LGBTIQ+ ne devrait pas entrer en ligne de compte dans leur activité professionnelle et qu'un traitement égalitaire permettrait de se prémunir contre toute discrimination homophobe ou transphobe. D'autres répondant-es ont par ailleurs écrit en commentaire redouter « *d'en faire trop* » et que cela soit contre-productif, en exposant des

personnes LGBTIQ+ qui ne souhaiteraient pas être visibles au sein de l'administration communale.

Les retours du personnel indiquent que la question de l'inclusion des personnes LGBTIQ+ se pose très concrètement pour les personnes en contact avec le public dans la délivrance de certaines prestations, par exemple le domaine de la petite enfance pour les familles arc-en-ciel ou dans la prise en charge de personnes trans\* dans le domaine social.

S'agissant des relations à l'interne de l'administration communale, il apparaît que malheureusement les discriminations sont présentes, les « *blagues* » et propos déplacés ne sont pas rares, ce qui peut induire un climat professionnel non approprié et peut dissuader certaines personnes d'être elles-mêmes au travail.

### **B.3 Associations et organisations LGBTIQ+**

Les retours reçus des organisations LGBTIQ+ et ceux des personnes intéressées montrent qu'il n'existe encore que trop peu de lieux ou domaines d'activités dans le cadre desquels les personnes LGBTIQ+ peuvent être elles-mêmes sans craindre de s'exposer à des discriminations. À cet égard, les organisations LGBTIQ+ constituent des lieux sûrs et jouent un rôle essentiel en proposant des activités d'accueil, de socialisation, d'écoute et de conseils. Elles jouent un rôle important dans la lutte contre les discriminations, leur prise en charge et l'inclusion des personnes LGBTIQ+. Les contributions des organisations LGBTIQ+ mettent également en évidence des groupes-cibles, qui présentent des enjeux spécifiques de ce point de vue, en particulier, les personnes

trans\*, les femmes lesbiennes, les familles arc-en-ciel, les personnes migrant-es, mais aussi, les jeunes et senior-es LGBTIQ+. Des secteurs d'intervention potentiels pour la future politique municipale LGBTIQ+ ont été également identifiés dans ce cadre, parmi lesquels, on peut citer, la petite enfance et l'enfance, les Maisons de quartiers et loisirs, les sports ; la culture; la sécurité publique, l'aménagement public ou encore l'information des nouvelles personnes résidentes à Lausanne LGBTIQ+, sans oublier la politique associative de la Ville. Si les organisations LGBTIQ+ qui ont répondu à la consultation ont indiqué se réjouir de la construction d'une politique municipale lausannoise LGBTIQ+, elles en attendent des actions concrètes.

### **B.4 Partenaires institutionnels**

Les retours reçus des partenaires institutionnels témoignent de l'intérêt et de l'implication de la plupart de ceux-ci dans la lutte contre les discriminations LGBTIQ+. Très riches, ces contributions mettent en évidence

notamment l'impact des discriminations subies et la santé mentale des personnes, notamment sur la sursuicidalité des jeunes LGBTIQ+ ou encore l'importance de l'intégration par l'emploi et le rôle important joué par les employeuses et

employeurs. Afin d'améliorer la santé des personnes LGBTIQ+ et lutter contre les discriminations dont celles-ci sont victimes, plusieurs partenaires actifs dans le domaine de la prévention relèvent l'importance de promouvoir des représentations positives de la

diversité sexuelle et de genre. La plupart des partenaires institutionnels ayant participé à la consultation ont par ailleurs indiqué leur ouverture à collaborer avec la Ville de Lausanne, avec des propositions concrètes dans ce sens.

### ***B.5 Groupes politiques représentés au Conseil communal lausannois***

Plusieurs groupes politiques représentés au Conseil communal lausannois ont relevé que la Commune disposait de leviers d'action pour intervenir à son niveau pour une meilleure inclusion des personnes LGBTIQ+. Parmi les secteurs où des interventions de la Ville seraient souhaitées par des groupes politiques, figurent la sécurité publique, l'espace public, la petite enfance et autres structures d'accueil pour les familles arc-en-ciel, ainsi que les écoles, les clubs de sport, le subventionnement des associations d'intérêt public, ainsi que les archives. Il a été également indiqué dans ce cadre que l'administration communale avait un

rôle important à jouer, que ce soit en tant qu'employeuse, mais aussi au travers de ses prestations en termes d'accueil et de prise en charge ainsi que par la mise à disposition de formulaires administratifs inclusifs.

Si certains partis politiques représentés au Conseil communal ont déjà thématiqué les enjeux LGBTIQ+ dans leur programme et ont aussi déposé des interventions parlementaires sur ces questions, d'autres considèrent en revanche que la composante LGBTIQ+ relève de la sphère privée et n'appelle pas d'intervention spécifique de leur part.

### ***B.6 Propositions des partenaires et services consultés***

La consultation a permis de recueillir de nombreuses propositions d'actions concrètes et de prendre acte de fortes attentes du personnel de l'administration communale, tout comme des partenaires externes, au premier rang desquels, des associations et organisations LGBTIQ+, mais aussi de partenaires institutionnels ainsi que de plusieurs groupes politiques représentés au Conseil communal.

Parmi les mesures principales figurent la désignation d'une personne de référence au sein de l'administration communale, la mise à disposition d'informations sur les prestations /

ressources disponibles à Lausanne ; la sensibilisation du personnel de l'administration communale, en priorité, celui en contact avec le public et l'encadrement ; la mise à disposition de formulaires administratifs inclusifs ; le recours systématique à une communication inclusive y. c. visuelle ou encore la mise à disposition de toilettes non genrées. S'y ajoutent la demande de reconnaissance des associations LGBTIQ+ par la Ville et leur besoin de soutien, pour ces organisations qui sont pour la plupart animées par des personnes bénévoles.

## **C. Conclusion**

Un processus d'une année a été indispensable pour mener cette consultation, qui a par ailleurs contribué également à la sensibilisation à cette thématique tant à l'interne de l'administration communale, qu'à l'externe, mais aussi a créé des ponts et stimulé les collaborations et projets sur ces questions. Il montre que cette politique concerne tout le monde et que son traitement par la Ville est attendu et souhaité. De nombreuses propositions intéressantes ont été formulées, que la Ville prendra à son compte dans son plan d'action municipal, qu'elle livrera d'ici l'été 2021.

L'ensemble de ce processus consultatif permet d'asseoir les bases d'un travail transversal sur ce thème, à déployer à moyen terme pour donner une cohérence à l'ensemble des actions entreprises et les compléter, au plus près des besoins désormais clairement identifiés.